

Plus de 173 morts en Libye, la police tire à balles réelles

20.02.2011

En Libye, la répression de [Mouammar Kadhafi](#) est féroce contre le mouvement quasi-insurrectionnel qu'il rencontre depuis mardi. Plus de 173 personnes ont péri dans les affrontements avec la police, selon l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), qui cite des sources hospitalières. Le département d'Etat américain avance de son côté des centaines de morts. L'Union européenne appelle Khadafi à répondre aux attentes légitimes du peuple libyen. Gouvernée d'une main de fer par le colonel Mouammar Kadhafi depuis 42 ans, la Libye connaît ainsi son mouvement de colère et exprime son vœu pour un changement de régime à l'instar des autres pays de la région où la grogne du terrain. Depuis hier, la contestation touche désormais la capitale, Tripoli. Et pour le moment, elle prend la forme d'une insurrection dans l'est, surtout à Benghazi, deuxième ville du pays et surtout bastion des opposants à 1 000 km à l'est de Tripoli, la capitale. Douze personnes au moins y ont été tuées samedi quand l'armée a repoussé à balles réelles les manifestants qui prenaient d'assaut une caserne, selon le journal Quryna proche du réformiste Seïf al-Islam, fils préféré de Mouammar Kadhafi. Benghazi est depuis mardi, devenue le théâtre de «massacres, a affirmé Fathi Terbeel, un des organisateurs des manifestations, sur la chaîne du Qatar Al-Jaazira: Cela ressemble à une zone de guerre ouverte entre les manifestants et les forces de sécurité». De son côté, l'avocat Mohammed Mughrabi a déclaré à l'AFP que des milliers de personnes manifestaient devant un tribunal et que d'autres protestataires étaient partis, comme la veille, à l'attaque d'une caserne, où ils ont essuyé des tirs. Deux policiers pendus, Kadhafi aurait engagé des «mercenaires africains» Tenant à son règne, Kadhafi aurait même, selon des témoignages concordants, engagé

des «mercenaires africains» pour appuyer les forces locales. La foule accuse le régime de «tirer sur la foule sans distinction». Un représentant de l'Union européenne, à Tripoli, a été convoqué par les autorités libyennes qui ont menacé de cesser leur coopération dans la lutte contre l'immigration si l'UE continuait à "encourager" les manifestations en Libye, a annoncé dimanche la présidence hongroise de l'UE. Un haut responsable libyen a déclaré qu'un «groupe d'extrémistes islamistes» retenait depuis mercredi en otage des membres des forces de l'ordre et des citoyens à Al-Baïda (est), où il a «pendu vendredi deux policiers». Ce groupe a attaqué auparavant «un dépôt d'armes» de l'armée à Derna, à l'est d'Al-Baïda, et tué quatre soldats, avant de prendre d'assaut vendredi le port maritime de Derna, où il a volé 70 voitures, quittant les lieux en scandant «Au Djihad» (guerre sainte), selon ce responsable. On a également appris qu'une tentative de sabotage de puits de pétrole avait échoué. Dans le Golfe, le petit royaume de Bahreïn, où se trouve le quartier général de la Ve flotte des Etats-Unis, est toujours secoué par des manifestations réclamant une libéralisation du système politique, dominé par la monarchie sunnite et dont la majorité chiite de la population se dit exclue. Des centaines de protestataires ont passé une nuit sans encombre sur la place de la Perle, dans le centre de Manama, reconquise après le retrait samedi de l'armée et de la police. L'union générale des syndicats de Bahreïn a levé son mot d'ordre de grève générale, estimant que ses demandes d'un retrait de l'armée et du droit de manifester ont été satisfaites. A Téhéran, les forces de l'ordre se sont largement déployées alors que des partisans de l'opposition tentaient de se rassembler en divers points pour commémorer la mort, il y a sept jours, de deux jeunes tués lors d'une manifestation le 14 février, selon des sites d'opposition et des témoins. Faezeh Hachemi, la fille de l'ex-président Akbar Hachémi Rafsandjani, a été interpellée dimanche après-midi alors qu'elle «lançait des slogans provocateurs» pour pousser les gens à manifester, avant d'être libérée un peu plus tard, a rapporté l'agence Fars. Ces

rassemblements, les premiers depuis un an, ont lieu à l'appel notamment des deux principaux leaders de l'opposition réformatrice, l'ancien Premier ministre [Mir Hossein Moussavi](#) et l'ancien président du Parlement Mehdi Karoubi. Au Maroc, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Casablanca et à Rabat pour réclamer des réformes politiques et une limitation des pouvoirs du roi. «Liberté, dignité, justice», scandaient des manifestants à Casablanca. Des incidents se sont produits à l'issue de rassemblements à Marrakech (sud) et à Larache (nord), où des personnes étrangères à la manifestation ont pillé des magasins et attaqué des édifices publics, selon des sources concordantes. Au Yémen, l'opposition parlementaire a annoncé dimanche qu'elle se joignait au mouvement de protestation mené notamment par des étudiants contre le régime du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, affirmant qu'elle ne reprendrait pas le dialogue avec le gouvernement sous la menace des armes. Hassan Baoum, principale figure de la contestation sudiste, a été arrêté après son arrivée à Aden, où il comptait participer au mouvement. Un manifestant y a été tué dimanche, selon des sources médicales. Plusieurs centaines d'étudiants ont en revanche manifesté devant le campus de l'Université de Sanaa sans être inquiétés par les partisans du pouvoir tenus à l'écart par la police.

VIDEO DES MANIFESTATIONS SANGLANTES